

La Suisse aux avant-postes du diagnostic du coronavirus

PHARMA Roche a indiqué qu'il avait une machine capable de détecter la maladie en quelques heures et que 150 exemplaires étaient sur le point d'être envoyés en Chine. Les HUG ont aussi conçu une machine, utilisée pour vérifier les cas suspects en Suisse. En revanche, aucune recherche de vaccin n'a lieu sur sol helvétique

RICHARD ÉTIENNE, BÂLE
@RIÉtienne

Il était surtout question du coronavirus, jeudi, dans le bâtiment 71 du quartier général de Roche à Bâle, à l'occasion de la publication des résultats annuels de la multinationale (chiffre d'affaires de 61,4 milliards de francs et bénéfice de 14,1 milliards, en hausse respective de 9% et de 32%). Le groupe rhénan en a profité pour présenter plusieurs solutions pour diagnostiquer la pneumonie causée par le 2019-nCoV, un virus de la famille des coronavirus qui a touché plus de 7800 personnes dans le monde, en Chine surtout, mais aussi dans 18 autres pays et causé 170 décès dans la patrie de Xi Jinping, selon l'OMS.

Roche a envoyé en Chine des machines, construites à Rotkreuz (ZG), qui permettent de diagnostiquer la maladie en quelques heures. Avec un partenaire à Berlin, le groupe a exploité un test mis au point lors de l'épidémie de SRAS, un autre membre de la famille des coronavirus, pour concevoir un examen permettant de détecter le 2019-nCoV avant d'augmenter la production. Il a été difficile d'acheminer le matériel à bon port tant les routes vers Wuhan sont bloquées, a fait savoir Thomas Schinecker, responsable de la division diagnostic de la multinationale. Roche possède une équipe dédiée aux situations d'urgence, qui supervise aussi ces tests.

«Nous devons envoyer encore 150 machines en Chine et ailleurs dans le monde, nous a indiqué Thomas Schinecker en marge de la conférence de presse. Diagnostiquer, c'est absolument essentiel pour traiter la maladie mais aussi pour désengorger les hôpitaux.»

Le groupe dit avoir donné ces machines et ne compte pas en tirer des bénéfices financiers. Il a fallu les expédier rapidement, ce qui ne laissait que peu de temps à d'éventuelles négociations.

Sur le front des traitements ou d'un vaccin en revanche, rien n'est

«Nous n'avons pas d'équipes spécialisées dans cette famille de virus»

BILL ANDERSON,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA DIVISION
PHARMA CEUTIQUE DE ROCHE

entrepris ni chez Roche ni chez Novartis, l'autre géant pharmaceutique suisse. «Nous n'avons pas d'équipes spécialisées dans cette famille de virus», nous a indiqué Bill Anderson, directeur général de la division pharmaceutique de Roche. Le groupe rhénan emploie 7000 personnes en Chine, toutes encouragées à travailler depuis chez elles. Novartis donne la même consigne à ses employés locaux.

Le rôle de Genève

Parmi les membres d'Interpharma, l'association faitière des entreprises pharmaceutiques en Suisse, seul Johnson & Johnson planche sur un vaccin (depuis les États-Unis). Le groupe américain



Le siège de Roche à Bâle. Le groupe pharmaceutique a présenté jeudi plusieurs solutions pour diagnostiquer la pneumonie causée par le coronavirus qui a touché plus de 7800 personnes dans le monde. (GEORGIOS KEFALAS/KEYSTONE)

espère en élaborer un dans les mois qui viennent, mais il faudra compter jusqu'à un an pour qu'il arrive sur le marché, a fait savoir son chef scientifique mardi. D'ici là, l'épidémie pourrait avoir été contenue. «Il faut être une entreprise solide pour lancer des recherches, car il n'y a pas d'incitation financière», a-t-il déclaré. D'autres sociétés, chinoises, russes et australiennes ainsi que l'Institut Pasteur en France, tra-

vailent à l'élaboration d'un traitement. Le patron de Novartis, Vas Narasimhan, estime qu'il faut compter plus d'un an pour concevoir un vaccin.

En Suisse, le Centre national de référence pour les infections virales émergentes, basé aux HUG, a aussi conçu une méthode pour diagnostiquer la maladie. Il est mobilisé pour tous les prélèvements effectués en Suisse. Une cinquantaine de cas sus-

pects ont jusqu'à présent été analysés, mais aucun n'a été déclaré positif. L'Office fédéral de la santé publique (OFSP) a mis en place jeudi une hotline (058 463 00 00) et demandé aux aéroports d'informer les passagers de l'existence de coronavirus. «Pour l'instant, on cherche surtout à informer», indique Virginie Masserey, responsable de la section contrôle de l'infection à l'OFSP. ■

Les entreprises suisses au chevet de leurs employés en Chine

ÉPIDÉMIE Précautions sanitaires, travail à domicile, informations en continu... Les groupes présents en Chine ont pris des mesures d'urgence face à la crise du coronavirus. Aucun rapatriement d'expatriés n'a pour l'instant été signalé

SERVAN PECA
@servanpeca

Un millier d'entreprises et presque 200 000 employés. Ce sont les deux chiffres à retenir de la présence économique suisse en Chine. Alors que la crise du coronavirus ne cesse de s'étendre, les mesures de précaution se multiplient au sein des multinationales.

Parmi celles qui sont les plus fortement implantées dans l'Empire du Milieu, il y a Nestlé, avec sa trentaine d'usines et ses 43 000 employés. Mais aussi ABB, avec 20 000 personnes, dont une certaine dans ses bureaux de Wuhan, foyer de l'épidémie. «Voyager à Wuhan et dans la province

de Hubei est interdit, conformément aux mesures décidées par le gouvernement chinois pour contenir la propagation du coronavirus», précise un porte-parole du groupe zurichois spécialisé dans l'automatisation industrielle.

Plus généralement, les voyages en Chine et à Hongkong sont réduits au strict minimum. «Uniquement si c'est essentiel, et après avoir obtenu une approbation.» Cette déclaration d'ABB nous a été envoyée par e-mail mercredi, alors que des dizaines de compagnies aériennes étaient en train de suspendre leurs vols vers et depuis la Chine. Ceux qui sont néanmoins parvenus à décoller de Chine ou de Hongkong sont priés de travailler à distance pendant quatorze jours avant d'être autorisés à se rendre sur un site d'ABB. C'est également le cas pour les employés d'UBS, indiquait la banque cette semaine à la Tribune de Genève.

Chez Nestlé, les déplacements professionnels de ou vers la Chine ont d'ores et

déjà été stoppés pour tous ses employés dans le monde. Idem pour SGS (15 000 personnes en Chine, dont plusieurs centaines à Wuhan). Le groupe genevois de certification a par ailleurs demandé à ses collaborateurs sur place de ne pas voyager à travers le pays.

Rendez-vous mi-février

En ce qui concerne la marche des affaires, tout le monde préfère attendre mi-février pour se prononcer sur les conséquences financières de cette crise sanitaire. En bourse, les titres de Nestlé et d'ABB sont, comme d'autres, malmenés depuis plusieurs jours. Mais tant l'un que l'autre ne signalent pour l'instant pas d'effet négatif majeur.

Tout dépendra de la décision de Pékin de prolonger davantage les fermetures d'usine liées au Nouvel An chinois. Pour l'instant, elles doivent durer jusqu'au lundi 3 février. Pendant cette période, «nos activités en usine sont limitées,

indique un porte-parole de Nestlé. Cela signifie que tout impact a été minimisé jusque-là. Nous surveillons la situation et ferons des ajustements à nos procédures de fonctionnement si nécessaire.»

La multinationale de l'alimentaire a néanmoins déjà pris des précautions supplémentaires. «Nous avons déjà plusieurs mesures dans nos usines concernant l'hygiène des mains et respiratoire, étant donné la nature de nos activités. Nous avons maintenant introduit des mesures additionnelles, incluant le fait de fournir des masques de protection à nos employés dans toutes nos installations en Chine.»

Les deux multinationales que *Le Temps* a contactées ont également mis en place, via leurs réseaux internes, des plateformes d'information sur l'évolution générale de la situation, sur les précautions à prendre pour minimiser les risques de propagation, ainsi que des conseils à suivre en cas d'apparition de symptômes. ■

«Se concentrer sur le rendement n'est pas suffisant»

GOVERNANCE Pour l'administratrice Ingrid Deltenre, les dirigeants d'entreprise doivent opérer une grande remise en question. Jeudi, la question climatique a traversé la Journée du conseil d'administration à l'IMD, à Lausanne

JULIE EIGENMANN
@JulieEigenmann

«Je ne vends pas l'avenir pour un gain instantané.» C'est par cette citation de 1848 de l'industriel allemand Werner von Siemens qu'Ingrid Deltenre a terminé son intervention, lors de la Journée du conseil d'administration 2020, organisée par le Swiss Board Institute à l'IMD, jeudi à Lausanne. Une phrase qui résume la remise en question que prône l'administratrice.

Cette membre des conseils d'administration de Sunrise, la BCV et Givaudan, et qui a notamment été directrice de la télévision suisse (SF Schweizer Fernsehen)

y donnait une conférence sur la thématique: «Comment restaurer la confiance et la crédibilité dans les leaders économiques: rôle du conseil d'administration?»

«Greta Thunberg n'est pas qu'une mode»

La matinée a été traversée de propos annonciateurs de changements, liés au climat en particulier. A commencer par ceux du président de l'IMD, Jean-François Manzoni, qui a appelé à la responsabilité des entreprises en matière d'environnement. Mais aussi à travers le conseiller fédéral Ignazio Cassis qui, en rappelant les enjeux actuels qui affectent les conseils d'administration, a clamé que Greta Thunberg et son mouvement Fridays for Future étaient davantage qu'une mode. Le patron d'UBS, Sergio Ermotti, a quant à lui entamé son discours en précisant que la question climatique «changeait la façon de faire des affaires».

Mais le coup de pied dans la fourmière est venu d'Ingrid Deltenre. Dans un monde de plus en plus médiatisé, le directeur général est devenu la personnification même de l'entreprise, a-t-elle détaillé. Certaines des raisons de la perte de confiance envers les milieux économiques sont ainsi le comportement des grands patrons, leur niveau de salaire, mais aussi la numérisation et le changement climatique.

Ingrid Deltenre est consciente qu'elle s'adresse à des décideurs et elle les prévient: «Les risques sanitaires, voire les risques sur la planète dus aux influences environnementales sont perçus aujourd'hui comme plus élevés que par le passé.» Elle défend aussi que se concentrer sur le rendement «n'est pas suffisant», que les problèmes climatiques augmentent et que «de nombreuses entreprises [sont] considérées comme la principale cause du changement climatique».

Pour l'oratrice, il est temps d'agir. Des bouleversements inéluctables sont en cours et ils pourraient avoir un impact direct. «Les fonds de placement qui évaluaient avant tout la performance financière d'une entreprise se sont adaptés et les sociétés désignées comme les plus polluantes ont du mal à embaucher les meilleurs talents, rappelle-t-elle. Et c'est à l'économie de trouver des solutions. Le politique viendra toujours un peu tard.»

Le climat dans la stratégie globale

La solution? S'assurer que le développement durable n'est pas considéré comme un mal nécessaire et temporaire, mais qu'il fait partie de la stratégie de l'entreprise. «Les grévistes de Fridays for Future ont raison. Nous devons mener nos affaires de telle sorte que nous ne tirions aucun profit si nous provoquons des dégâts», martèle Ingrid Deltenre. ■

EN BREF

Les Zermattois peuvent payer leurs impôts en bitcoins

Les citoyens de Zermatt pourront désormais payer leurs impôts communaux en bitcoins. La commune valaisanne se lance après Zoug, en 2016. La cryptomonnaie comme moyen de paiement officiel: c'est le pari tenu par Zermatt. Depuis mercredi, ses citoyens peuvent s'acquitter de leurs impôts communaux en bitcoins et procéder de la même manière pour les transactions jusqu'à 150 francs au guichet du contrôle des habitants. Concrètement, les citoyens effectuent leurs paiements en bitcoins. Puis Bitcoin suisse échange la monnaie virtuelle en francs suisses et transfère le montant en francs suisses sur le compte bancaire de la municipalité. AT5

Rebond d'optimisme en début d'année selon le KOF

L'horizon se dégage pour la conjoncture suisse en 2020 avec une progression de 3,9 points du baromètre KOF à 100,1 points. Cet optimisme est à mettre sur le compte de l'industrie manufacturière, dont les indicateurs se redressent, selon les économistes du Centre d'études conjoncturelles de l'EPFZ jeudi. C'est mieux qu'attendu: les économistes sondés par AWP prévoient que le baromètre s'établirait en janvier entre 95,5 et 97,2 points. AWP